

Chômage , précarité, exclusion sociale et licenciements :



ORGANISONS LA RESISTANCE ET LA SOLIDARITE !

Comme chaque année, les organisations de chômeurs/ses (AC !, APEIS, MNCP, CGT-chômeurs), ont organisé une manifestation à Paris... En décembre, l'actualité portera sur la renégociation de la convention pour l'indemnisation du chômage ... moment où le patronat tente toujours de rogner les quelques droits des chômeurs/ses.

Ces politiques permettent au patronat et aux actionnaires mais aussi à l'Etat de casser encore plus les acquis sociaux des travailleurs et l'ensemble des systèmes de solidarité... tout en sauvant les banques de l'autre côté ! Leur but est de nous faire payer que nous soyons en activité, privés d'emploi, ou retraités, en précarisant un peu plus le milieu du travail (gel des salaires, modulation et flexibilité des horaires, etc, etc...) et en abaissant le niveau de vie sous couvert d'une crise et d'une dette dont nous ne sommes pas responsables !.

LA PRECARITE ET LES LICENCIEMENTS : TOUT LE MONDE TRINQUE !

Ce sont comme toujours **les travailleurs qui paient les pots cassés de cette terrible logique** qui place les intérêts financiers de quelques un-e-s au-dessus de l'intérêt de ceux et celles qui produisent.

Dans le Languedoc on connaît bien les conséquences de ces politiques antisociales :

Il y a un an, quand le groupe Fayat, après avoir racheté l'entreprise Richard Ducros à Alès, a licencié ses 350 ouvrier-e-s mais aussi chez IBM, Salins du Midi, Schneider, Sanofi et enfin Jalatte...

Ces licenciements massifs se multiplieront dans l'avenir si nous ne nous mobilisons pas !

Notre département n'est pas en reste en matière de misère sociale :

avec un taux de chômage de plus de 15% (un des taux les plus élevés de l'Hexagone) et des quartiers populaires à Nîmes ou à la Grand-Combe, par exemple, où le chômage des moins de 25 ans atteint les 54%. Selon les derniers chiffres de l'INSEE, 30% de la population nîmoise et alésienne vit sous le seuil de pauvreté.

Sur le plan européen, les travailleurs grecs ont été les premiers touchés par la précarité et la misère sociale. Les conséquences sont dramatiques : Baisse des salaires et des pensions de plus de 20%, casse du code du travail, privatisation des services publics (Education, santé...). Broyés par le rouleau compresseur du capitalisme, de plus en plus de travailleurs grecs se retrouvent sans emploi, sans logis, sans espoir.

En Espagne le gouvernement a voté la refonte du code du travail : rallongement de la période d'essai, baisse des indemnités de licenciements, possibilité de licencier du jour au lendemain les agents travaillant dans les secteurs de la fonction publique qui ne seraient pas « compétitifs ».

Au Portugal, depuis la mise en place des mesures d'austérité imposées par la classe financière européenne et mondiale, le chômage a bondi à plus de 15%, avec une hausse annoncée des cotisations salariales de 11 à 18%, augmentation de la TVA, et des baisses de salaire déjà imposées aux fonctionnaires...

En France, nombre d'entreprises (Fralib, ArcelorMittal, Alcatel, PSA-Peugeot, Ford) menacent déjà de fermer leurs sites de production et de licencier en masse leurs salarié-e-s alors que ces entreprises sont viables (en partie grâce aux aides de l'État), voire font des bénéfices éhontés **qu'elles reversent en dividendes à leurs actionnaires**.

Et ce n'est que le début ! Au lendemain de la parution du rapport Gallois sur la compétitivité, le gouvernement Ayraud a annoncé des mesures qui tendent une fois de plus à faire profiter le patronat d'une baisse de leurs cotisations (de 20 milliards d'euros !), à une hausse de la CSG de 2 points, à une hausse de la TVA encore non définie.... **Une fois de plus ça sera les chômeurs et les travailleurs qui devront payer !**

NOUS NE PAIERONS RIEN ! LA DETTE N'EST PAS NOTRE DETTE !



Malgré la crise économique qui a ébranlé le monde en 2008, la reprise de la spéculation mondiale s'est effectuée grâce à une injection colossale de l'argent des fonds publics. Cette politique a des conséquences **sociales et économique désastreuses pour nous tous et toutes**, mais ne calme pas pour autant les spéculateurs qui en veulent toujours plus. Les « aides » accordées à la Grèce sont en fait **des prêts usuriers qui peuvent atteindre des taux de 30 %** et qui enfoncent un peu plus le pays dans la récession, en bradant au passage **tous les acquis sociaux et les biens communs du peuple, tout en préservant le budget de l'armement....**

Depuis trente ans, les dépenses publiques de l'Etat ont diminué (privatisations, suppressions massives de postes), et en même temps la dette est passée de 55 milliards à 1250 milliards de 1980 à 2010.

Pour se financer, depuis 1973, l'Etat ne peut plus bénéficier de prêts sans intérêts de la Banque de France. Il est obligé d'emprunter aux banques privées, ce qui a permis aux spéculateurs d'encaisser **1433 milliards d'euros versés par les fonds publics au titre des intérêts de la dette**.

Si l'on rajoute les 120 milliards d'exonérations fiscales et sociales faites au patronat et aux actionnaires, les fonds publics possèderaient aujourd'hui un bénéfice de **303 milliards d'euros**.

« Nous ne paierons rien » doit être le mot d'ordre de toutes les organisations qui se réclament des intérêts des travailleurs et des travailleuses.

UNE MENACE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS

Parents licenciés, jeunes précarisés, ça ne peut plus durer !

Beaucoup de gens s'accordent sur le fait que les jeunes, seront la première génération à connaître un niveau de vie inférieur par rapport à celui de leurs parents, et ce depuis 1945.

Pour un-e jeune, même diplômé-e, trouver un CDI relève d'un parcours du combattant. Pour ceux et celles qui sont peu ou pas diplômés, c'est pire : 44,3% étaient au chômage en 2008-2009. **De plus en plus d'emplois qui leur sont proposés sont précaires.**

En pleine crise économique, **jeunesse tend à devenir synonyme de pauvreté, de précarité et d'exclusion sociale**. En effet, beaucoup d'étudiants travaillent et vont aux Restos du Coeur, parce que leurs parents n'ont plus les moyens de les aider, que les coûts de scolarité et les loyers augmentent sans cesse.

PRECARITE DANS LE PRIVE

C'est malheureusement une réalité bien connue des travailleurs...

Commençons par l'industrie du bâtiment : recours au travail non déclaré, embauche de sans papiers pour abaisser le coût du travail, mépris des règles de sécurité se traduisant par des accidents du travail.

Dans le secteur du nettoyage : En externalisant les activités, le patronat a trouvé une arme redoutable permettant de niveler les conditions salariales par le bas et de diviser les salariés exerçant pourtant sur le même lieu de travail. Les temps partiels imposés sur des horaires éclatés entre l'aube et le crépuscule sont la norme. Les femmes étant naturellement les premières concernées !

N'oublions pas le secteur des transports et de la logistique. Le recours à l'intérim est désormais la norme. Pour obtenir un CDI, le parcours du combattant peut durer plusieurs années. Les missions plus ou moins longues s'enchaînent, la promesse de l'emploi durable agitée telle une carotte destinée à augmenter la productivité. Mais lorsque l'activité économique ralentit, ces travailleurs précaires sont les premiers sacrifiés... retour à la case pôle emploi.

Même chose dans l'hôtellerie, la restauration, la grande distribution, etc, etc... heures supplémentaires non payées, CDD illégaux : le patronat agit en toute impunité, avec la complicité des gouvernements successifs.



L'Etat et les collectivités territoriales sont aujourd'hui le premier employeur de personnels précaires ; temps partiel imposé, emplois aidés-CAE, vacations, recours aux CDD se multiplient. On estime à près d'un million le contingent de précaires au sein de la fonction publique.

Pour l'Etat et les administrations, ces postes ne sont pas destinés à être pérennisés. Concrètement le recours aux emplois précaires et aidés **aboutit par définition à une impasse professionnelle pour les agents concernés** : revenus aléatoires et inférieurs à la norme du privé comme du public, non-reconnaissance de l'expérience, de la technicité de l'emploi, perspective d'avancement inexistante, insécurité de l'emploi et retour à la case chômage pour beaucoup d'entre eux après quelques mois de bons et loyaux services !

Ce qui ne représente pour l'Etat qu'une variable d'ajustement à un coût humain : les personnels non-titulaires (en majorité des femmes 60%) souffrent d'insécurité économique, sociale et personnelle, et sont les jouets de la flexibilité.

Ces emplois occupés par des précaires **sont en réalité indispensables au fonctionnement des services** dans lesquels ils interviennent. Il est illusoire de penser que si la population française augmente constamment, ses besoins en termes de service public vont en s'amenuisant, la situation dramatique des hôpitaux et de l'école en témoignent.

Pour les sans-papiers, la galère s'aggrave

Le rétrécissement du droit au séjour est, parfaitement lisible dans les politiques migratoires mises en places par les différents gouvernements, dont le discours assumé du « chiffre » en matière de reconduites à la frontière a marginalisé la revendication de régularisation de tous les sans-papiers.

Ce durcissement va de pair avec une restructuration de l'appareil économique, de premiers sacrifiés, les immigrés deviennent rapidement les premiers précaires à pâtir. De là découle des politiques utilitaristes visant à filtrer et donc à diviser les travailleurs immigrés entre eux : d'un côté les « bons » (intellectuels, médecins etc...) de l'autre les « mauvais ». Contrairement à ce que pense l'opinion publique, le nombre de permis de séjour est en baisse constante. **La solidarité est plus que tout nécessaire afin de soulager ceux que la précarité et le racisme touchent le plus.**

UNE DES CONSEQUENCES DE LA PRECARITE :

La perte du logement

Quand on est mal payé, ou qu'on est sans emploi, on est aussi mal logé, souvent. Ou en danger d'expulsion. **Pourtant, vivre dans un logement insalubre n'est pas un choix. Etre expulsé, non plus.**

Il peut arriver à **chacun d'entre nous** de voir ses revenus diminuer fortement et durablement, de vivre une rupture familiale, un accident du travail ou une longue maladie, et en quelques mois, les procédures s'enclenchent. Et la mauvaise connaissance de nos droits empêche souvent de bien se défendre ou d'obtenir des délais. Déjà que le chômage n'aide pas à trouver des logements décents, les propriétaires demandant beaucoup de justificatifs, de cautions... Pourtant, à Nîmes, en 2007, on comptait 7500 logements inoccupés.

Vivre sous un toit ne doit pas être un luxe. Nous devrions empêcher les expulsions, comme en Espagne, au Portugal, en Grèce : nous pourrions apprendre à nous défendre ensemble, et éviter que des familles soient jetées à la rue ! Il faudrait aussi faciliter les relogements, et dénoncer les spéculateurs. **Un toit c'est un droit !**

POLE EMPLOI : LE CONTROLE SOCIAL S'ACCELERE

Chaque année, Pôle Emploi procède à près de 500 000 radiations. Lorsque le couperet tombe l'allocation chômage est suspendue pour une durée de 2 mois. Durant cette période, le "sans emploi n°147852 P" radié pour s'être présenté 7 mn en retard à son RDV devra se démerder pour continuer à vivre, se loger, s'alimenter, payer ses factures et ne parlons même pas de l'accès aux loisirs.

Les agents Pôle emploi croûlent sous la gestion de "portefeuilles" d'environ 200 chômeurs en moyenne. Depuis la fusion Anpe-Assedic, l'externalisation du suivi s'est généralisée et des entreprises privées délivrent **des formations bidons, des suivis trop souvent sans résultats -si ce n'est contrôler les sans emplois- et s'engraissent sur notre dos**, avec l'argent du service de moins en moins public. **La privatisation et les logiques de libéralisation rampantes du service public de l'emploi progressent.** Pour maintenir un semblant de service, et trouver de nouvelles armes de flicages, Police Emploi vient de nous sortir un nouveau plan stratégique avec par exemple la création d'équipes de contrôleurs pouvant aller jusqu'à **contrôler un demandeur d'emploi chez lui et même tracer ses connexions internet !**

Pour résister, nous devons nous regrouper. Nous devons mener une action collective contre le contrôle social des chômeurs en proposant un cadre d'informations juridiques et d'actions collectives pour « stopper les radiations » du Pôle Emploi. Qu'est-ce qu'on y gagne ? Beaucoup de bons moments et du contrôle social en moins !

MOBILISONS-NOUS !

Parce que tout le monde est concerné par les licenciements, la précarité et le chômage, agissons collectivement et dans l'unité pour la défense de nos intérêts.

ENSEMBLE, nous pouvons faire entendre nos voix et revendiquer :

- L'accès à un logement décent** sans condition de ressources.
- L'arrêt immédiat des sanctions-radiations** des chômeurs .
- La mise en place d'un véritable service public de l'emploi**, permettant à chacun d'obtenir un emploi stable et choisi. En attendant, exigeons une indemnisation décente de toutes les formes de chômage et la revalorisation des différents revenus des chômeurs et précaires, et l'arrêt de l'insupportable stigmatisation dont ils sont victimes.
- L'accès libre à la formation pour tous**, salariés et chômeurs.
- Une retraite décente** pour tous les travailleurs, avec ou privés d'emplois.
- L'arrêt immédiat** des licenciements économiques.
- La régularisation de tous les sans-papiers.**

A l'appel de : SOLIDAIRES 30, CNT30, CGT CHÔMEURS, ATTAC 30, LES INDIGNES DE NÎMES

Initiative soutenue par : Fédération Anarchiste, NPA, Gauche Anticapitaliste, Alternative Libertaire, Les alternatifs, Parti de Gauche